



Notions

## **Abstention**

**Céline BRACONNIER**

Professeure titulaire

Science politique

Université de Cergy-Pontoise IEP - Institut des Études Politiques

novembre 2013

### **DÉFINITION DE L'ENTRÉE**

Dans sa définition la plus extensive, fait de ne pas participer aux consultations électorales organisées par une autorité publique, quelles qu'en soient les raisons.

### **ABSTENSION, UN ENJEU POLITIQUE ET SCIENTIFIQUE**

Dans la pratique tant politique que scientifique, de multiples définitions entrent en concurrence, qui alimentent des diagnostics très différenciés sur l'état de la démocratie électorale. Car le non vote interroge la démocratie dans son essence même de gouvernement du peuple par le peuple : quand les abstentionnistes deviennent plus nombreux que les votants, c'est la légitimité des élus et du système politique tout entier qui est fragilisée. Aussi les principes retenus par les autorités pour calculer l'abstention tendent-ils le plus souvent à dissimuler son ampleur. D'abord, aucune statistique officielle ne comptabilise l'abstention contrainte, imposée par exemple aux étrangers du fait de la condition de nationalité mise à l'exercice de la citoyenneté. Le décalage entre pays légal et pays réel qui en résulte pourtant demeure, de ce fait même, dans l'ombre. L'abstention appréhendée par les gouvernants renvoie donc bien au fait de ne pas répondre à la sollicitation participationniste et non au fait de ne pas voter. Ensuite, les États évaluent le niveau de participation selon des critères variés. Aux États-Unis, elle est évaluée par rapport à l'ensemble des citoyens disposant du droit de vote, soit l'ensemble des majeurs de nationalité américaine qui n'ont pas été privés de leurs droits civiques. En France, les statistiques officielles charrient une définition plus restrictive, puisque l'abstention est calculée par rapport aux seuls inscrits. La population qui, bien que disposant du droit de vote, n'est pas en état de l'exercer faute d'être inscrite sur les listes électorales, n'est pas prise en compte dans les chiffres officiels de l'abstention. Pour avoir une idée plus juste de l'ampleur véritable du phénomène, il faut donc ajouter les chiffres de la non inscription à ceux qui rendent compte du non vote des inscrits.

Délimiter l'ampleur du non vote et sa signification ne constituent pas seulement un enjeu politique mais également scientifique. L'abstention fait clairement débat. Quand certains chercheurs essaient de comprendre pourquoi on vote moins aujourd'hui qu'hier (Wattenberg, 2002), d'autres nient la hausse contemporaine de l'abstention, l'imputant à des biais méthodologiques (Donald et Popkin, 2001). Certains observent une diffusion des comportements abstentionnistes dans l'ensemble des milieux sociaux (Muxel, 2008) quand d'autres pointent le retour des déterminants sociaux du non vote (Désesquelles, 2004). Le silence des abstentionnistes, moins prédisposés que les votants à répondre aux sollicitations des enquêteurs, ménage en outre une certaine liberté d'interprétation aux commentateurs électoraux qui explique d'autant plus que le sens de l'abstention fasse controverse (Lehingue, 2011). En fonction du type de données qu'ils produisent, des méthodes qu'ils mettent en œuvre et des approches épistémologiques dans lesquelles ils s'inscrivent, les chercheurs proposent des analyses distinctes. Ceux qui étudient l'abstention à partir de sondages (comportement déclaré) et ceux qui l'étudient à partir des listes d'émargement (comportement de participation objectif par les traces de la pratique électorale) tendent pour les premiers à politiser le phénomène (Subileau et Toinet, 1993), pour les seconds à y voir le prolongement de formes diverses de fragilité sociale (Lancelot,

1968 ; Jugnot et Frémeaux, 2010). Le clivage est également épistémologique. Aujourd'hui, certains chercheurs considèrent l'abstention comme un comportement pro-actif, qui serait le produit d'une décision individuelle et raisonnée de se tenir en retrait (Blais, 2000 ; Fowler, 2005). On prête ainsi aux abstentionnistes la volonté de signifier un rejet du personnel politique et, plus globalement, d'exprimer le désenchantement qu'ils éprouvent à l'égard de la politique en se maintenant à l'écart du jeu électoral (Muxel, 2008). Ainsi appréhendée, l'abstention constitue moins l'envers de la participation politique que l'une de ses modalités d'expression.

Les toujours très forts déterminants socio-démographiques de l'abstention plaident pourtant, selon d'autres chercheurs, en faveur d'interprétations alternatives et moins exclusivement politiques du phénomène. Les plus jeunes, les moins diplômés, les moins stables professionnellement constituent des catégories de citoyens qui déclarent moins s'intéresser à la politique que les autres et votent aussi nettement moins. Si l'on tient compte des non inscrits, les citoyens français d'origine étrangère constituent également une catégorie particulièrement abstentionniste (Lincot et Niel, 2012). Dès lors qu'elle ne se distribue pas également dans l'ensemble du corps social mais affecte ceux qui sont les moins bien pourvus en ressources pour participer (Verba, Lehman Schlozmann, *et al.*, 1995), l'abstention électorale peut difficilement être considérée comme le seul produit d'une volonté individuelle de rester à l'écart pour exprimer un refus de l'offre politique. Elle prolonge plutôt une forme d'indifférence pour la politique institutionnelle parfois teintée de colère mais qui ne s'exprime, pour l'heure, qu'à l'échelle individuelle et dans l'espace privé. L'abstention retrouve ici son sens premier : ceux qui s'abstiennent sont réduits au silence. Ce qu'ils pourraient désirer dire, faute d'être dit dans l'espace public sous une autre forme, n'est tout simplement pas entendu. En outre, le risque d'abandon de ces catégories par les candidats est parfois souligné, l'offre électorale étant produite en priorité à destination de ceux qui votent.

## ABSTENSION, UN ENJEU POLITIQUE ET SCIENTIFIQUE

Maintenir les plus éloignés du vote au cœur de la civilisation électorale suppose d'identifier les obstacles à la participation dont le coût varie avec les caractéristiques socio-démographiques de ceux qui ont à les surmonter. Certains chercheurs montrent que s'ils étaient plus réduits, la participation électorale augmenterait d'autant. On a ainsi fait la démonstration que le coût administratif et matériel de la procédure de vote constituait un frein à l'activation plus large de la citoyenneté. Sans même évoquer les non inscrits, pour pouvoir voter à côté de chez soi, il faut par exemple, en France, se réinscrire sur les listes électorales après chaque déménagement et le faire avant le 31 décembre de l'année précédant les scrutins, soit en dehors des conjonctures de campagne. On estime aujourd'hui que près d'un inscrit sur cinq pourrait, faute d'avoir compris ou effectué ce changement, être en situation de malinscription, donc avoir à voter dans un bureau de vote qui n'est pas le plus proche de son domicile effectif. Or l'on sait aussi que cette distance supplémentaire à franchir constitue un obstacle réhibitoire à la participation des citoyens les moins intéressés par la politique (Braconnier et Dormagen, 2007). Abaisser le coût de la procédure d'inscription constitue donc une façon de lutter contre l'abstention.

L'abstention n'a pas non plus la même ampleur selon qu'on l'évalue à l'échelle individuelle ou agrégée, à celle d'un seul scrutin ou d'une séquence électorale qui en associe plusieurs d'intensité variable. Dans un pays comme la France, si l'abstention constante tend à augmenter légèrement, c'est surtout l'intermittence électorale qui se généralise à partir du milieu des années 1990 (Clanché, 2003). Or, le sens de ces retraits prolongés ponctués par des prises de parole exceptionnelles est plus difficile à établir que celui de comportements de participation plus tranchés. Les chercheurs tentent de comprendre pourquoi un scrutin comme la présidentielle de 2007 est capable de mobiliser les citoyens les moins intéressés et les plus sceptiques à l'égard de la politique alors que quelques semaines plus tard, lors des législatives de juin, puis au cours des années qui suivent, les mêmes alimentent par leur retrait massif des records historiques successifs d'abstention. Pour être exceptionnel, le vote des plus fragiles et des moins politisés dans certaines conjonctures électorales indique bien qu'ils demeurent, malgré tout, mobilisables. D'où l'intérêt renouvelé porté à certains dispositifs de campagne susceptibles de combattre efficacement leur éloignement des urnes. Cette approche contextuelle de la participation électorale repose sur le postulat que les prédispositions socio-démographiques et politiques à l'abstention peuvent être neutralisées par des facteurs environnementaux (Hansen et Rosenstone, 1993 ; Braconnier, 2010). En Europe, la déstructuration des formes pérennes d'encadrement politique par les partis de masse ouvriers ou chrétiens-démocrates a contribué, à partir de la fin des années 1980, au retrait électorale des milieux populaires (Braconnier et Dormagen, 2007). La décomposition des familles traditionnelles au profit d'une proportion toujours plus grande de familles monoparentales alimente elle aussi l'abstention en neutralisant les dynamiques d'entraînement au vote au sein des couples et entre parents et enfants (Alex-Assensoh, 1998). Toutefois, si la famille, le quartier ou le travail, du fait de leurs évolutions structurelles, sont moins susceptibles qu'hier de compenser les inégalités sociales de politisation en faisant voter, des modifications conjoncturelles de ces environnements introduites à l'occasion des campagnes électorales peuvent produire des effets d'entraînement non négligeables. C'est notamment parce que les partis américains ont abandonné la mobilisation électorale par le porte-à-porte dans les années 1970 que les catégories les moins diplômées qui sont aussi les plus dépendantes de l'entraînement collectif à la participation ont de moins en moins voté aux États-Unis (Gosnell, 1930 ; Gerber et Green, 2000). Or, on a pu montrer que la réactivation de ces techniques de campagne reposant sur les interactions en face-à-face peut, encore aujourd'hui, stimuler la participation électorale, d'autant plus efficacement qu'elles contribuent aussi à mettre en branle les dispositifs informels de mobilisation au sein des groupes primaires (Nickerson, 2008).

Quand les pouvoirs publics tendent à taire l'ampleur de l'abstention et quand certains chercheurs y voient une forme de participation politique équivalente à celle du vote lui-même, la mise en lumière des fortes inégalités sociales de participation électorale conduit une partie des sciences sociales, notamment par la mise en œuvre des méthodes expérimentales, à suggérer des pistes pour lutter contre la démobilisation électorale.

### Pour citer cet article

Céline BRACONNIER, « Abstention », in CASILLO I. avec BARBIER R., BLONDIAUX L., CHATEAURAYNAUD F., FOURNIAU J.-M., LEFEBVRE R., NEVEU C. et SALLES D. (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013, ISSN : 2268-5863. URL : <http://www.dicopart.fr/fr/dico/abstention>.

### Bibliographie

**ALEX-ASSENSOH Y.**, 1998, *Neighborhoods, Family, and Political Behavior in Urban America*, New York, Routledge.

**BLAIS A.**, 2000, *To Vote or Not to Vote? The Merits and Limits of Rational Choice Theory*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press.

**BRACONNIER C.**, 2010, *Une autre sociologie du vote. Les électeurs dans leurs contextes : bilan critique et perspectives*, Issy-les-Moulineaux, Lextenson Éditions.

**BRACONNIER C., DORMAGEN J.-Y.**, 2007, *La Démocratie de l'abstention : aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Paris, Gallimard.

**CLANCHÉ F.**, 2003, « La participation électorale au printemps 2002. De plus en plus de votants intermittents », *Insee Première*, n° 877.

**DÉSEQUELLES A.**, 2004, « La participation électorale au printemps 2004 : un électeur inscrit sur quatre s'est abstenu à tous les scrutins », *Insee Première*, n° 997.

**DONALD M.P., POPKIN S.**, 2001, « The Myth of the Vanishing Voter », *American Political Science Review*, vol. 95, n° 4, p. 963-974.

**FOWLER J.**, 2005, « Turnout in a Small World », in ZUCKERMAN A.S., *The Social Logics of Politics, Personal Networks as Contexts for Political Behavior*, Philadelphie, Temple University Press.

**GERBER A., GREEN D.**, 2000, « The Effects of Canvassing, Telephone Calls, and Direct Mail on Voter Turnout: A Field Experiment », *American Political Science Review*, vol. 94, n° 3, p. 653-663.

**HANSEN J.M., ROSENSTONE S.J.**, 1993, *Mobilization, Participation, and Democracy in America*, New York, Macmillan.

**JUGNOT S., FRÉMEAUX N.**, 2010, « Les enfants des baby-boomers votent par intermittence surtout quand ils sont peu diplômés », Paris, Institut national de la statistique et des études économiques, « Portrait social », p. 121-131.

**LANCELOT A.**, 1968, *L'Abstentionnisme électoral en France*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

**LEHINGUE P.**, 2011, *Le Vote*, Paris, La Découverte.

**LINCOT L., NIEL X.**, 2012, « L'inscription et la participation électorale en 2012. Qui est inscrit et qui vote ? », *Insee Première*, n° 1411.

**MUXEL A.**, 2008, « Abstention : défaillance citoyenne ou expression démocratique ? », *Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 23.

**NICKERSON D.W.**, 2008, « Is Voting Contagious? Evidence from Two Fields Experiments », *American Political Science Review*, vol. 102, n° 1, p. 49-57.

**SCHONFELD W.R., TOINET M.**, 1975, « Les abstentionnistes ont-ils toujours tort ? La participation électorale en France et aux États-Unis », *Revue française de science politique*, vol. 25, n° 4, p. 645-676.

**SUBILEAU F., TOINET M.**, 1993, *Les Chemins de l'abstention : une comparaison franco-américaine*, Paris, La Découverte.

**VERBA S., LEHMAN SCHLOZMAN K., et al.**, 1995, *Voice and Equality. Civic Voluntarism in American Politics*, Cambridge, Harvard University Press.

**WATTENBERG M.P.**, 2002, *Where Have All the Voters Gone?*, Cambridge, Harvard University Press.

Groupement d'intérêt scientifique ***Participation du public, décision, démocratie participative***

Maison des Sciences de l'Homme Paris Nord - 4 rue de la Croix Faron - 93210 Saint-Denis la Plaine  
Tél : 01 55 93 10/93 00 | [gis-dep@mshparisnord.fr](mailto:gis-dep@mshparisnord.fr) | <http://www.participation-et-democratie.fr>